

[La newsletter de la CES]



Dans ce numéro

- 2 La CES en action
- 3 Entretien avec Patrick Itschert, Secrétaire général adjoint de la CES
- 5 Calendrier syndical
- 6 L'UE à la loupe
- 8 Calendrier européen

Le chiffre du mois

700.000
EMPLOIS SUPPRIMÉS

Le gouvernement britannique a récemment annoncé la suppression de plus de 700.000 postes dans la fonction publique d'ici 2017. (Source: Le Figaro)

À noter



Cher(e)s lecteur(trice)s,

« Trop c'est trop » ! Ce message est et sera porté par des centaines de milliers de travailleurs mobilisés en Europe. Trop c'est trop, pour dire non à la régression sociale et réclamer la fin des mesures d'austérité !

La Confédération européenne des syndicats (CES) soutient les actions des ses affiliés – grèves, manifestations et rassemblements – menées à travers toute l'Europe. Toutes ces mobilisations reflètent la gravité de la situation sociale et la nécessité d'y donner des réponses satisfaisantes. Malheureusement, dans un tel contexte, les gouvernements européens s'obstinent à céder aux diktats des marchés financiers au lieu de changer réellement et radicalement de cap. Ce décalage entre les demandes des citoyens et le comportement de leurs gouvernements est tout à fait consternant.

Jusqu'à présent, nous avons constaté que l'austérité n'a assuré aucune sortie de crise. Pire, les coupes à répétition dans les budgets publics ont contribué à la dégradation sociale et au chômage. Notre avenir commun ne peut se fonder sur l'austérité, le démantèlement des services publics et les attaques aux droits syndicaux. Au contraire, l'Europe que nous voulons est faite de solidarité et de progrès social. Il s'agit de deux valeurs incontournables qui doivent orienter toute action finalisée à stimuler une croissance soutenable et inclusive. L'Europe n'en a jamais eu autant besoin.

Ce message a également été adressé aux participants des négociations lancées à Durban sur le climat. Ici encore, des résultats concrets sont attendus par des millions de travailleurs dans le monde. Leurs attentes ne peuvent pas être ignorées ou entendues à demi-mot au nom de l'austérité et de la récession. Un signal fort doit être lancé par les négociateurs et se traduire par un changement de cap. Les besoins de la planète et des peuples doivent primer face au profit.

Bernadette Ségol,
Secrétaire générale





[La CES en action]

Trop c'est trop ! Les travailleurs européens se mobilisent contre l'austérité et pour un avenir meilleur et plus équitable

29/11/2011 - [Plusieurs actions syndicales de premier plan](#), des grèves, des manifestations et des rassemblements, sont menés à travers toute l'Europe. Les travailleurs européens s'opposent à la régression sociale et réclament la fin des mesures d'austérité. **La CES soutient les actions organisées au niveau national par ses affiliés afin de lutter contre l'austérité et pour un avenir meilleur et plus équitable.** Bernadette Ségol, a déclaré : « *Trop c'est trop ! L'avenir de l'Europe ne peut être basé sur l'austérité, l'insécurité et la régression sociale. Nous soutenons nos membres dans leurs actions au plan national et incitons vivement les dirigeants européens à cesser de se soumettre aux diktats des marchés financiers. L'Europe a besoin d'un changement de cap radical* ».

Liste d'actions à travers l'Europe : <http://www.etuc.org/a/9316>
Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9354>

Temps de travail : les partenaires sociaux européens entament des négociations

15/11/2011 - Les partenaires sociaux européens (CES, BUSINESSEUROPE, UEAPME et CEEP) ont adressé une [lettre commune au Commissaire européen László Andor](#) l'informant **qu'ils entameront des négociations suite à la consultation de la Commission sur la révision de la directive temps de travail.** Le but des négociations sera de conclure un accord qui devra être mis en œuvre par décision du Conseil conformément à l'article 155 du Traité sur le fonctionnement de l'UE. **La réunion d'ouverture des négociations est prévue le 8 décembre 2011.**

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9285>

(A la page suivante, vous trouverez plus d'informations sur les négociations sur le temps de travail dans l'entretien avec Patrick Itschert, Secrétaire général adjoint de la CES)

La CES porte son message à la convention progressiste

25-26/11/11 - La CES a décidé de promouvoir un dialogue plus étroit avec les principaux partis politiques européens. Dans ce cadre, elle a pris part à la [Convention progressiste](#) organisée par le Parti socialiste européen à Bruxelles. Les représentants du mouvement syndical européen y ont **partagé leurs préoccupations face à la crise économique et sociale** qui frappe de plein fouet les travailleurs européens et ils ont **proposé des solutions alternatives.**

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9325>



[Interview]

Entretien avec Patrick Itschert, Secrétaire général adjoint de la CES, en charge du Dialogue social européen et des campagnes.

Lors du dernier congrès de la CES (Athènes, 16-19 mai 2011), il a été décidé d'organiser une campagne d'envergure. Quels sont les objectifs de cette campagne ?

Patrick Itschert (PI) : La campagne que nous devrions mener à partir de mai 2012 tire son origine d'un double constat fait avant notre dernier Congrès d'Athènes. Les organisations membres de la CES peuvent à la fois se féliciter de la capacité mobilisatrice de la Confédération et de ses affiliés – je pense notamment mais pas seulement aux actions de mai 2009, où plus de 350 000 travailleurs sont descendus dans les rues de plusieurs capitales – mais également reconnaître la difficulté croissante, pour le mouvement syndical européen, d'impacter sur les décideurs politiques de l'UE.

Par le passé, nous avons réussi à infléchir certaines propositions antisociales de la Commission européenne, comme par exemple le projet de directive Bolkenstein. Mais aujourd'hui, nous avons vraiment l'impression de nous retrouver face à une sorte « d'autisme » – et je pèse mes mots – de la part de certains dirigeants européens qui n'ont que deux mots à la bouche : « austérité » et « compétitivité ». Alors que – l'analyse de la CES est partagée par plusieurs experts en ce compris du Fonds monétaire international (FMI) – les politiques d'austérité « aveugles » (au-delà de la discipline budgétaire) vont nous mener « droit dans le mur », à la récession. Et la compétitivité, abordée par la Commission uniquement sous l'angle du coût salarial – conçu comme seule variable d'ajustement – nous entraîne dans la spirale de dumping social et vers une sortie de la crise par le bas. La volonté de ceux qui nous gouvernent ne peut être de faire des européens des chinois.

Une riposte s'est imposée. Face à cette droite néolibérale dominante, le Congrès a dès lors décidé de réagir en menant une campagne d'envergure. L'objectif est d'agir ensemble, en exerçant une pression continue, pour répondre à cette attaque frontale contre le modèle social européen.



Comment se déclinera-t-elle ?

PI : La campagne s'adressera tout d'abord à nos affiliés, des confédérations nationales jusqu'aux membres au niveau des entreprises, afin de mobiliser et d'engendrer un débat de société, pour à moyen et long terme, renverser ces politiques de droite. La campagne devrait se dérouler entre mai 2012 et mai 2014, en culminant avec les élections du Parlement européen. La campagne aura un « fil rouge », un visuel et un slogan communs, autour desquels se déclinèrent deux ou trois sous-thèmes en fonction des spécificités, des réalités de nos affiliés, car il est crucial que chacun s'approprie la campagne. Le message : opposer « l'austérité



Entretien avec Patrick Itschert (suite)

imposée » et ses conséquences dramatiques concrètes, à nos valeurs, à nos alternatives de « solidarité » et « d'équité ». Au-delà des campagnes défensives et de contestation, le ton sera aussi et surtout offensif et de proposition, afin de montrer que d'autres solutions sont possibles. Nous voulons redonner un espoir.

D'ici mai 2012, et afin de répondre à l'urgence de la situation, nous avons décidé de mettre en place une « mini » campagne sur le web qui servira de relais. Cette « mini » campagne sera axée sur le thème « trop c'est trop, enough is enough ». Nous y mettrons en évidence de manière très concrète l'impact négatif des politiques actuelles de l'UE. Entendons-nous, la CES est favorable à une gouvernance économique – complément nécessaire à l'Union monétaire – mais pas à celle que nous dicte la droite européenne. Nous dénoncerons donc l'austérité et ses conséquences concrètes sur la vie de millions de travailleurs, comme par exemple la baisse des salaires des fonctionnaires, les coupes sombres dans les services publics, les « incitations » à la décentralisation des négociations collectives, les « encouragements » à la révision des systèmes d'indexation ou la remise en cause des droits syndicaux. Certaines de ces mesures violent d'ailleurs la Charte européenne des droits fondamentaux et/ou les normes fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT). Nous nous y opposerons, en mettant en évidence nos alterna-

tives. Nous soulignerons encore que les syndicats sont en train de se mobiliser dans des nombreux pays européens : le 24 novembre, grève générale contre l'austérité au Portugal ; le 30 novembre, journée d'action pour les retraites au Royaume-Uni et grève en Bulgarie ; le 2 décembre, grande manifestation contre l'austérité en Belgique ; et le 13 décembre, action contre l'austérité en France. Toutes ces initiatives de la « famille CES » rentrent dans une logique commune et chaque fois la CES sera aux côtés de ses membres.

La période de consultation des organisations affiliées à la CES concernant le mandat pour la négociation sur la révision de la directive temps de travail vient de s'achever. Quel est le résultat de cette consultation ? La CES négociera-t-elle avec BusinessEurope ?

PI : Le 15 novembre dernier, nous avons adressé une lettre conjointe des partenaires sociaux européens à László Andor, Commissaire européen aux Affaires sociales et l'emploi, l'informant que nous allions entamer des négociations sur la révision de la directive temps de travail.

Notre procédure de consultation interne a suscité plus d'une cinquantaine de réponses. Il s'agit d'un résultat tout à fait positif ; ce taux de participation, plus élevé que pour les 2 consultations précédentes, traduit aussi l'intérêt de nos membres sur le sujet. De même, il souligne une prise de conscience du fait que les partenaires sociaux européens doivent prendre leurs responsabilités dans ce domaine, après l'échec de cinq années de négociations au niveau des institutions européennes, Conseil et Parlement.

Sur quels aspects majeurs portera la négociation ? Quelles sont les priorités de la CES ?

PI : La négociation qui débutera le 8 décembre prochain sera, soyons clair, difficile. Notre objectif est d'attaquer les discussions de manière offensive. La crise actuelle est souvent utilisée comme prétexte par certains pour remettre en cause notre modèle social, pour imposer « au nom de l'Europe » des mesures qu'ils n'ont pas pu (ou pas voulu) appliquer au niveau national. Nous constatons la pression, le stress et les maladies professionnelles qui augmentent ! Un des points de départ de notre argumentation sera dès lors l'excellente étude de Deloitte – un bureau de conseil qui n'est pas suspect de sympathie pour le mouvement syndical – portant sur une dizaine de pays et qui essayait de voir le lien entre santé/sécurité et temps de travail. Cette étude confirme que l'extension du temps de travail accroît significativement les risques sur la santé et la sécurité, non seulement des travailleurs/euses, mais aussi de leur entourage. Il y a





Entretien avec Patrick Itschert (suite)

quelques semaines, la Commission a décidé de poursuivre deux Etats membres pour violation de la directive et prestations horaires hebdomadaires largement excessives. Il est clair qu'un médecin qui travaille de 90 à 100 heures par semaine présente plus de risques pour son patient ! A contrario, l'étude Deloitte montre encore qu'un temps de travail plus restreint accroît la productivité : cela constitue un argument que les employeurs devraient pouvoir entendre. L'extension du temps de travail a enfin un impact négatif sur la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. Autant d'éléments que nous mettrons en évidence.

La négociation du programme de travail 2012-2014 du dialogue social européen sera bientôt lancée. Quelles sont les priorités pour le mouvement syndical européen à ce sujet ?

PI : Une étude récente de l'Observatoire social européen révèle un certain désenchantement, une « frustration » chez nos membres face à un affaiblissement, tant en termes de contenu que de mise en œuvre, des derniers accords signés dans le cadre du Dialogue social européen. Nos membres étaient très clairs: ils préfèrent négocier quelques accords mais ayant un impact réel et concret sur les travailleurs. Certes, nous devons placer cette critique dans un contexte politique et économique qui est très différent de celui des années 85-94 avec Jacques Delors à la Présidence de la Commission européenne. Cependant, lors de notre réunion préparatoire de septembre dernier, nous avons bien entendu ce

message. Mon idée est donc de négocier un programme de travail plus ciblé.

La priorité des priorités sera l'emploi, et, plus particulièrement, celui des jeunes. Malheureusement, les dernières statistiques d'Eurostat (septembre 2012) montrent que le chômage des jeunes s'élève désormais à 21,4%, ce qui se traduit par plus de 5 millions de jeunes sans emploi en Europe. Et dans certains pays comme l'Espagne, ce taux culmine à 46% : c'est inacceptable ! Nous ne pouvons tolérer une génération « sacrifiée » : il faut relever ce défi. Le deuxième aspect sur lequel j'aimerais travailler est sans conteste le développement des compétences et la formation tout au long de la vie. Dans un contexte globalisé, les qualifications doivent évoluer de manière plus rapide. Le troisième aspect est la mise en œuvre des instruments et notamment la définition de solutions pour les difficultés rencontrées lors de la transposition des accords autonomes. Nous évoquerons encore les inégalités salariales, par exemple.

Nous devrions enfin nous interroger sur les manières de faire évoluer le dialogue social européen dans le contexte de gouvernance économique qui se précise aujourd'hui, où une partie des politiques sociales est en train d'échapper aux partenaires sociaux et à leur « autonomie ». Nous devrions faire en sorte que le dialogue social européen se développe de façon à ce que les partenaires sociaux soient mieux impliqués dans cette gouvernance, le dialogue macroéconomique et le sommet social tripartite jouant un rôle primordial.



Calendrier syndical

Novembre – Décembre 2011

17/11/2011	Comité de direction de la CES (Bruxelles)	
06/12/2011	Assemblée générale du Conseil régional paneuropéen (CRPE) (Bruxelles)	
07/12/2011	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
07/12/2011	Comité de direction de la CES (Bruxelles)	
07-08/12/2011	Comité exécutif de la CES (Bruxelles)	



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]



Message au G20 : « Défendez la croissance, l'emploi et les droits des travailleurs »

02/11/11 – Bernadette Ségol, secrétaire générale de la CES a **rencontré à Paris le Président Nicolas Sarkozy**, en sa qualité de Président du G20. Bernadette Ségol a exposé ses **inquiétudes face aux attaques contre les droits syndicaux** dans de nombreux pays européens en raison de l'austérité. Elle a également demandé au G20 de **défendre la croissance, l'emploi et les droits des travailleurs**. Le 3 et 4 novembre, elle a participé au Sommet L20, qui réunit les dirigeants syndicaux des pays du G20. Elle y a réclamé la **fin de l' « austérité synchronisée » en Europe** et le soutien mutuel et solidaire au sein de l'UE en faveur de la croissance et de l'emploi.

Communiqué de presse de la CES :
<http://www.etuc.org/a/9200>

Il faut réguler les agences de notation

17/11/11 – Comme le mouvement syndical européen le demandait depuis longtemps, la **Commission européenne a enfin lancé une initiative concernant la régulation des agences de notation**. Selon la CES, cette réglementation est nécessaire pour faire face aux abus des agences de notation, mais **le projet avancé doit encore aller plus loin**. En ligne avec la [déclaration](#) adoptée par [la coalition des européens pour la réforme financière \(EPRF\)](#), dont la CES est membre, le mouvement syndical européen demande une redéfinition du rôle des agences de notation, la fin des conflits d'intérêts, la lutte contre les abus de marché ainsi que davantage de transparence dans leur action.

Communiqué de presse de la CES :
<http://www.etuc.org/a/9290>

Ne touchez pas à l'aide alimentaire aux plus démunis !

06/11/11 – La CES a salué la décision du Conseil agriculture de débloquer jusqu'en 2014 le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD). Toutefois, **la CES s'est inquiétée** du fait que la ministre de l'agriculture allemande ait exigé en retour un **abandon de ce programme à compter du 1^{er} janvier 2014**. Le mouvement syndical européen demande un maintien de ce programme et son **inclusion dans le Fonds social européen**.

Communiqué de presse de la CES :
<http://www.etuc.org/a/9287>



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

Négociations « COP 17 » à Durban : les travailleurs européens ont besoin de solutions concrètes, ambitieuses et équitables

28/11/11 – A l'occasion de l'ouverture des négociations internationales sur le climat (COP17) à Durban, la CES a réclamé une action concertée des négociateurs afin d'aboutir à des résultats concrets, équitables et ambitieux. Pour la CES, la crainte d'une récession économique en Europe et dans le monde domine les choix concernant l'élaboration d'une politique à long terme et bloque toute évolution dans les négociations sur le climat. « *Nous sommes convaincus que, pour stimuler la croissance durable en Europe, il faut une ambition accrue, dépassant le cadre d'un scénario de statu quo. Les travailleurs européens luttent pour un New Deal durable pour l'Europe, plaçant les besoins des peuples et de la planète avant le profit* », a déclaré Judith Kirton-Darling, Secrétaire confédérale de la CES.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9336>

Une nouvelle action pour la croissance, maintenant

23/11/11 – La CES a pris notes des récentes propositions de la Commission européenne concernant la gouvernance économique. La CES a salué le lancement d'une consultation et d'une discussion sur l'émission commune d'obligations de stabilité, mais elle **demande à la Banque centrale européenne (BCE) d'agir vite afin d'arrêter la folie et la contagion de la spéculation financière**. A défaut d'une telle intervention, le système économique et social européen continuerait à être entraîné au bord du gouffre par cette spéculation.

Communiqué de presse de la CES :
<http://www.etuc.org/a/9323>

Perspectives économiques de l'OCDE : rétablissez la confiance des travailleurs

28/11/11 – Les [Perspectives économiques publiées récemment par l'Organisation de coopération et de développement économiques \(OCDE\)](#) dressent un sombre tableau de l'effondrement de la croissance avec l'entrée en récession des économies de la zone euro et du Royaume-Uni. La CES, la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) et la Confédération syndicale internationale (CSI) ont demandé aux pays membres de l'OCDE de rétablir la confiance des travailleurs en leur offrant des opportunités d'emploi. Pour Bernadette Ségol, « *La mise en garde de l'OCDE contre une nouvelle contagion dans la zone euro montre que les pays européens doivent à présent accepter de mutualiser la dette en Europe et que la Banque centrale européenne doit étendre son rôle afin de soutenir l'euro* ».

Communiqué de presse conjoint TUAC-CES-CSI :
<http://www.etuc.org/a/9344>

La Géorgie doit respecter les droits syndicaux

06/11/11 – La CES a adressé un [courrier](#) à Karel De Gucht, Commissaire européen en charge du commerce, et à Catherine Ashton, Haute représentante de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères et la sécurité, demandant qu'une **enquête soit lancée afin de supprimer les préférences commerciales accordées à la Géorgie tant que ce pays continuera à violer les droits syndicaux**. Pour la CES, un processus concret en matière de droits syndicaux en Géorgie devrait être une condition préalable à tout développement ultérieur des relations de ce pays avec l'UE.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/9289>



Calendrier de l'Union européenne

Novembre – Décembre 2011

03-04/11/2011	Réunion du G-20 (Cannes)	Plus d'informations
07/11/2011	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	Plus d'informations
08/11/2011	Conseil ECOFIN (Bruxelles)	Plus d'informations
14-17/11/2011	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
14/11/2011	Conseil Affaires étrangères (Bruxelles)	Plus d'informations
15/11/2011	Conseil Affaires générales (Bruxelles)	Plus d'informations
24/11/2011	Conseil Energie (Bruxelles)	Plus d'informations
28-29/11/2011	Conseil Éducation, jeunesse, culture et sport (Bruxelles)	Plus d'informations
29/11/2011	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	Plus d'informations
30/11/2011	Conseil ECOFIN (Bruxelles)	Plus d'informations
30/11-01/12/2011	Mini-session plénière du Parlement européen (Bruxelles)	
01/12/2011	Conseil Affaires étrangères (Bruxelles)	Plus d'informations
01-02/12/2011	Conseil Emploi et affaires sociales (Bruxelles)	Plus d'informations
05/12/2011	Conseil Affaires générales (Bruxelles)	Plus d'informations
05-06/12/2011	Conseil Compétitivité (Bruxelles)	Plus d'informations
07-08/12/2011	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
09/12/2011	Conseil européen (Bruxelles)	Plus d'informations
12-15/12/2011	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
13-14/12/2011	Conseil Justice et affaires intérieures (Bruxelles)	Plus d'informations
19/12/2011	Conseil Environnement (Bruxelles)	Plus d'informations

Équipe éditoriale: ÉDITEUR RESPONSABLE: **Bernadette Ségol** • RÉDACTRICE EN CHEF: **Patricia Grillo** • RÉDACTEUR: **Daniele Melli**

Faites connaître cette newsletter à vos contacts !